Élections au Burundi : une économie au bord du gouffre

@rib News, 15/05/2020 Source AFP Le Burundi, qui s'apprête à voter mercredi pour choisir son nouveau président est enfoncé depuis 2015 dans une profonde crise économique, dont le candidat du pouvoir, le variste Ndayishimiye, a implicitement reconnu l'ampleur en promettant que sa priorité, s'il était élu, serait de développer le pays.

La pauvreté, le chômage, la dépréciation du franc burundais (Fbu), la pénurie de produits importés sont les conséquences de l'isolement du régime consécutif à la réélection contestée en 2015 du président Pierre Nkurunziza et aux violences qui ont fait depuis au moins 1.200 morts. Les retombées économiques de la crise sanitaire, même si le pays n'a pour l'instant officiellement recensé que 27 cas (1 décès) de coronavirus et n'a pris aucune des mesures de confinement prises par ses voisins, pourraient de plus annihiler la timide embellie constatée ces derniers mois. Sur le plan économique, le Burundi n'est pas encore sorti de la crise de 2015 car presque tous les indicateurs sont encore au rouge, même si une petite reprise semblait s'amorcer, déclare l'AFP Gabriel Ruyirira, président de l'Oluome, une des principales organisations burundaises de lutte contre la corruption. La Banque mondiale projetait une croissance de 2% pour 2020, un taux en hausse constante depuis 2017, après deux années de récession en 2015 (-3,9%) et 2016 (-0,6%), mais très inférieur à celui de la plupart des pays africains. Malheureusement, ce petit espoir est en train d'être hypothéqué par les conséquences de la crise sanitaire, estime M. Ruyirira. Le gouvernement a ordonné, comme seule mesure significative, la fermeture des frontières, seule celle avec la Tanzanie restant ouverte aux poids lourds. Depuis, le commerce transfrontalier est paralysé et les hôtels et restaurants de Bujumbura sinistrés. Des secteurs à l'agonie « À l'habitude, notre clientèle est constituée de plus de 90% de commerçants congolais (à l'exception de nos chambres sont vides », se lamente Gérard, gérant d'un hôtel de quartier populaire de Bujumbura. Les voitures d'occasion, motos, pièces de rechange pour véhicules, ou encore les téléphones portables, qui proviennent d'ordinaire d'Ouganda, de Dubaï ou de Chine, commencent aussi à manquer. On ne trouve plus d'accessoires de téléphones portables », note un petit commerçant de Bujumbura, qui donne l'exemple des pochettes de téléphone dont le prix a brusquement été multiplié par 2,5. Les devises étrangères, rares dans le pays manquaient cruellement depuis 2015, se sont encore rarifiées, constatent les cambistes, contraints à travailler clandestinement depuis que le gouvernement a décidé en février la fermeture de tous les bureaux de change. Cette mesure avait été prise pour lutter contre la dépréciation du franc burundais. Mais, l'euro est passé de 2.800 Fbu au minimum, témoigne un de ces cambistes. La banque centrale du Burundi (BRB) ne dispose plus que de deux à trois semaines de réserves en devises étrangères pour les importations, contre trois mois avant le début de la crise. Pour Faustin Ndikumana, un analyste indépendant, de nombreux secteurs de l'économie locale sont à l'agonie. Sur le gros marché de Bujumbura, les grossistes de matériaux de construction, les banques, les taxis et autres véhicules de transport ont vu leur activité chuter drastiquement, pour certains de plus de 80%, affirme-t-il. « Une calamité ». En réalité, le Burundi ne fait que poursuivre petit à petit sa descente aux enfers depuis 2015, tranche M. Ndikumana, en mentionnant « la pauvreté des ménages, l'inflation pour les produits de première nécessité, le manque de devises, la situation désespérée du monde rural qui représente plus de 80% de la population ». Le Burundi est classé parmi les trois pays les plus pauvres au monde. Selon une estimation de la Banque mondiale, 75% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Ce taux était environ 65% à l'arrivée au pouvoir de M. Nkurunziza en 2005. Le taux de chômage des jeunes est de 65% selon la Banque africaine de développement (BAD), et six enfants sur dix présentent un retard de la croissance à cause de la malnutrition. Sous le coup de sanctions de ses principaux bailleurs de fonds (UE, Belgique, Allemagne), le Burundi connaît à cause du manque de devises des pénuries chroniques de carburant, médicaments et de la plupart des biens importés. Le bilan économique des 15 années de pouvoir de Nkurunziza est catastrophique. Il a fait reculer le Burundi sur tous les plans. Il a totalement isolé le pays de ses bailleurs de fonds traditionnels et même des pays voisins, c'est une calamité », s'indigne Aimé Magera, porte-parole de l'opposition. Le président Nkurunziza assure qu'il laissera son successeur « les mains vides ». Mais le candidat du parti au pouvoir, le variste Ndayishimiye, présenté comme son héritier, semble lui-même n'être pas dupe. Il a promis de lutter contre la pauvreté et de développer le pays, pour argument de campagne, que son parti a mis 15 ans à poser les fondations pour l'avenir et que l'actuel n'est pas à installer des novices au pouvoir.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});